

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 34.642/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 34.642/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 24 décembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur", a donné le 12 février 2003 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 24 december 2002 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen", heeft op 12 februari 2003 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

L'article 3 du projet oblige l'école de conduite à disposer au moins d'un siège d'exploitation en Belgique.

Les articles 49 (ex-article 59) et 50 (ex-article 60), alinéa 3, du Traité instituant la Communauté européenne interdisent toute discrimination à l'égard d'un prestataire de services en raison de sa nationalité ou de sa résidence. Les articles 45 (ex-article 55), et 55 (ex-article 66) exceptent de l'application des dispositions relatives à la liberté de prestation des services, les activités qui participent, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Les articles 46 (ex-article 56) et 55 (ex-article 66) permettent également des mesures différenciées justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.

D'autres dispositions du projet prévoient des liens de rattachement explicites avec l'administration belge, notamment la publication au Moniteur belge de l'acte constitutif de la société (article 5, § 2, alinéa 2, 7°), la déclaration de l'ONSS (article 5, § 2, alinéa 2, 9°) et la mention du numéro de T.V.A. (article 6, § 1^{er}, 4°).

Compte tenu de la nature de l'activité, en rapport avec la délivrance du permis de conduire, l'auteur du projet est invité à justifier de telles exigences au regard des exceptions, autorisées par les articles 46 et 55 précités, aux principes européens de non-discrimination et de liberté de prestation des services.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser plus spécialement l'article 23, § 3, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière qui dispose que

"Le Roi arrête les conditions auxquelles les écoles de conduite de véhicules à moteur doivent satisfaire pour l'accomplissement des tâches qu'Il détermine."

.../...

Dispositif

Article 4

L'alinéa 2, qui interdit l'utilisation de certaines appellations par des organismes autres que ceux visés à l'alinéa 1^{er} ou par des personnes autres que les titulaires d'une autorisation de diriger ou d'enseigner, dépasse l'habilitation contenue à l'article 23, § 3, de la loi du 16 mars 1968 précitée. Elle constitue une limitation de la liberté des tiers qui doit être prévue dans la loi elle-même.

Chapitre III - Procédure d'octroi et de retrait de l'agrément d'école de conduite

Il résulte de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, et de l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet que le siège d'exploitation peut être autorisé pour certains enseignements seulement. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, cette précision doit figurer dans le chapitre III.

Selon le fonctionnaire délégué, l'agrément d'école de conduite pourrait également n'être accordé que pour certains enseignements. Il convient également de le préciser dans le texte du projet.

En conséquence, il convient que l'agrément et l'autorisation d'exploitation mentionnent la catégorie d'enseignement pour lesquels ils sont délivrés. Les articles 6, § 1^{er} et 7, § 1^{er}, seront dès lors adaptés.

Article 5

1. Au paragraphe 2, alinéa 2, 1°, la disposition du projet prévoit que le demandeur doit joindre à la demande "les titres établissant le droit d'usage du local". A l'alinéa 2, 3°, elle impose de joindre "la copie du bail ou de la convention d'occupation si l'école de conduite n'est pas propriétaire".

.../...

S'il appartient au Roi de s'assurer que les activités des écoles de conduite aient lieu dans des locaux convenables et qu'au titre des conditions d'agrément de ces écoles, il en fixe les critères, il ne lui appartient pas en revanche de s'immiscer dans l'origine de propriété des biens immeubles qui sont utilisés par celles-ci.

Les mots "les titres établissant le droit d'usage du local" et "la copie du bail ou de la convention d'occupation si l'école de conduite n'est pas propriétaire" doivent dès lors être supprimés.

La même observation vaut mutatis mutandis pour les articles 7, § 2, alinéa 2, 1° et 3°, et 8, § 2, alinéa 2, 2°.

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, 4°, il convient de préciser si les locaux visés sont uniquement les locaux de cours ou également le local destiné à l'administration de l'école.

La même observation vaut pour l'article 7, § 2, 4°.

3. S'agissant du paragraphe 2, alinéa 2, 7°, au regard du principe de bonne administration, la section de législation du Conseil d'Etat se demande s'il est raisonnable qu'une administration exige de joindre à un formulaire de demande "l'acte constitutif de la société ainsi que ses modifications" alors que le législateur a organisé de manière générale la publicité de ces actes dans le Code des sociétés, notamment aux articles 67 et suivants⁽¹⁾.

Article 6

1. Au paragraphe 1^{er}, 7° et au paragraphe 2, le Conseil d'Etat se demande à quoi correspond "le numéro d'organisation de la personne morale ou de la personne physique".

⁽¹⁾ Un régime similaire sera applicable aux associations sans but lucratif lorsque la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, sera en vigueur.

2. Au paragraphe 1^{er}, selon le fonctionnaire délégué, le 9° concernerait la date de l'agrément initial alors que le 10° concernerait la date de délivrance du dernier document constatant l'agrément. Les deux dates peuvent ne pas correspondre en cas de délivrance d'un duplicata ou de modification de l'agrément.

Le projet sera précisé afin de mieux traduire cette intention.

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour l'article 7, § 1^{er}, 7° et 8°, et pour l'article 8, § 1^{er}, 6° et 7°.

Article 7

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le Conseil d'Etat se demande quelle est la différence entre le "numéro matricule du siège d'exploitation" visé au 4° et le "numéro d'identification unique pour les sièges d'exploitation et les unités techniques d'exploitation" visé au 9°.

Par ailleurs, la notion "d'unité technique d'exploitation" n'est nullement définie dans le projet.

2. Il convient de préciser, à tout le moins dans le rapport au Roi, ce que sont les "conditions d'exploitation" visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°.

3. Le paragraphe 3 dispose que le ministre retire l'autorisation d'exploitation. Le rapport au Roi sera corrigé en supprimant les mots "ou son délégué".

La même observation vaut pour l'article 8, § 3.

Article 10

1. Au paragraphe 1^{er}, le mot "nouvel" est inutile et doit être omis.

.../...

2. En français, le mot "euro" prend la marque du pluriel. La même observation vaut pour la suite du projet.

Article 11

1. Le paragraphe 1^{er} mélange une des conditions d'agrément -la désignation d'un directeur de conduite dans chaque école de conduite- et les missions que devra remplir ce directeur une fois désigné. Le fait de remplir ces missions ne peut être qu'une condition du maintien de l'agrément ou de son renouvellement.

Il convient de mieux distinguer les deux types de règles.

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, il y a lieu d'écrire :

"Le directeur d'école de conduite est la personne physique titulaire de l'agrément ou, si le titulaire de l'agrément est une personne morale, la personne physique qui la représente ou l'une des personnes physiques qui, seules ou conjointement, la représente".

3. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, in fine, précise que "le directeur d'école de conduite est seul chargé de représenter l'école de conduite en ce qui concerne les dispositions du présent arrêté". Cette disposition ne peut cependant avoir pour effet de déroger aux règles du Code des sociétés qui concernent la représentation des sociétés. En cela, la disposition excède l'habilitation légale et doit être omise.

Article 12

1. Vu l'importance de la décision prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, alinéa 2, celle-ci doit être prise par le ministre et non par son délégué.

.../...

2. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o vise les instructeurs qui "justifient ne pas exercer leur activité sous l'autorité et la surveillance du directeur de l'école de conduite, telles qu'elles sont définies à l'article 11".

Cette disposition est inadmissible. Le Roi ne puise pas dans la loi qui L'habilite à régler l'agrément des écoles de conduite d'imposer à ce titre l'obligation de révéler le contenu des relations individuelles de travail. Pareille disposition excède cette habilitation et doit être omise.

Article 14

Au paragraphe 3, alinéa 3, il convient de préciser selon quelle procédure les certificats sont "refusés" par le ministre ou son délégué.

Article 15

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il convient que l'auteur du projet précise que "la catégorie d'enseignement A" renvoie à l'une des catégories d'enseignement prévues à l'article 16, § 1^{er}.

Par ailleurs, les sièges d'exploitation ne sont pas "agréés" mais "autorisés".

Article 20

L'alinéa 2 dispose que le ministre ou son délégué peut déterminer la répartition des cours dans le temps.

Aucun pouvoir réglementaire ne peut cependant être reconnu au délégué du ministre.

Articles 20 à 22

Plusieurs règles annoncées dans le rapport au Roi ne se trouvent pas dans le texte du projet. Tel est le cas de l'obligation, pour les écoles de conduite, de communiquer les calendriers et horaires de cours ou de l'interdiction de tenir compte des cours collectifs suivis par l'élève pour le calcul des heures minimales prévues par la réglementation ⁽²⁾.

Ces contradictions doivent être levées.

Article 25

L'article 25, alinéa 1^{er}, 2°, prévoit que les brevets sont délivrés "sur la base de l'équivalence des diplômes ou certificats délivrés par un Etat membre de l'Espace économique européen, en application des dispositions de la directive 89/48/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans, modifiée par la directive 92/51/CEE."

Il ne peut être admis de réglementer la matière par référence à une directive. Il convient que le projet établisse lui-même les règles qui permettent d'assurer l'équivalence des certificats conformément au droit européen.

En outre, en l'espèce, c'est la directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE, qui s'applique et non la directive 89/48/CEE précitée.

Enfin, il convient de prévoir également des équivalences pour d'autres aspects de la réglementation, par exemple en ce qui concerne les certificats de bonne vie et moeurs.

⁽²⁾ Cette dernière règle ne peut logiquement viser que les cours pratiques collectifs pour les motos.

Article 26

1. Au paragraphe 1^{er}, il est suggéré de supprimer l'alinéa 2, qui est peu explicite, et d'écrire le paragraphe 1^{er}, in fine, comme suit :

"(...) ainsi que la capacité de mettre cette connaissance en pratique et de la transmettre".

2. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il est suggéré d'écrire, in fine,

"(...) une formation préalable, dont le ministre détermine les matières".

L'alinéa 2 doit être omis car il dépasse la compétence de l'autorité fédérale.

Article 31

Au paragraphe 2, seconde phrase, le Conseil d'Etat se demande s'il ne serait pas plus conforme à l'intention de l'auteur du projet d'écrire :

"Le candidat qui n'obtient pas 60 % à chacune de ces deux épreuves pour la matière (la suite comme au projet)".

Article 33

1. Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, il convient de prévoir que le directeur adjoint peut également être maître de stage.

2. Le paragraphe 4, alinéa 5, dispose que le ministre ou son délégué peut interdire, dans certaines circonstances, à un instructeur de devenir maître de stage. Cette décision doit être prise par le ministre lui-même après audition préalable de l'instructeur.

.../...

Par ailleurs, le non respect des obligations visées aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, ne peut être une cause d'interdiction de devenir maître de stage, mais uniquement une cause d'interdiction de continuer à être maître de stage.

Enfin, les mots "s'il n'est pas suffisamment garanti qu'il respecte les obligations visées aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4" doivent être remplacés par les mots "s'il ne respecte pas les obligations visées aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4".

3. Au paragraphe 4, alinéa 6, il appartient au projet de prévoir les circonstances et conditions dans lesquelles le ministre ou son délégué peut obliger une école de conduite à accepter des stagiaires.

4. Contrairement à ce que mentionne le rapport au Roi, le projet ne prévoit pas que l'attestation de stage peut être délivrée par le directeur adjoint de l'école de conduite.

Article 34

1. Selon le fonctionnaire délégué, le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, a pour but de rendre possible le renouvellement simultané de tous les membres du jury.

Il est préférable d'écrire :

"Lorsqu'un mandat devient vacant au sein du jury d'examen, la personne nommée au cours du mandat l'est pour la durée du mandat qui reste à courir.".

La même observation vaut également pour le paragraphe 3, alinéa 2, troisième phrase.

.../...

2. Il y a lieu de préciser, à tout le moins dans le rapport au Roi, ce que sont les "auxiliaires du jury" mentionnés au paragraphe 3, alinéa 2.

3. Il y a contradiction entre l'article 34, § 1^{er}, alinéa 3, qui dispose que "le ministre établit le règlement d'ordre intérieur du jury d'examen" et l'article 36 qui dispose que "les chambres fixent de commun accord leur règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par le ministre ou son délégué".

En tout état de cause, les mots "ou son délégué" doivent être omis.

Article 39

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il serait préférable d'écrire :

"Les écoles de conduite se conforment aux instructions qui leur sont données par le ministre ou son délégué en vue de mettre fin à une violation de la réglementation.".

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, in fine, la possibilité de saisie de documents doit être prévue dans la loi et non dans un arrêté d'exécution.

3. Le paragraphe 2 vise les "fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2".

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, vise les "fonctionnaires et agents spécialement désignés par le ministre ou par son délégué".

La désignation des fonctionnaires et agents chargés de contrôler l'application de la loi ne peut être confiée au délégué du ministre.

.../...

4. Au paragraphe 2, contrairement au rapport au Roi, le texte du projet ne mentionne pas l'"autorisation de diriger". Cette contradiction doit être résolue.

Article 40

1. Il convient que le projet précise lui-même dans quels cas un examen médical doit être subi par les personnes mentionnées.

2. L'alinéa 2 dispose que

"L'autorisation d'enseigner est suspendue lorsque le médecin conclut à l'inaptitude de l'intéressé."

Il convient que le projet précise comment prendra fin cette suspension.

Article 42

1. L'alinéa 4 dispose que pendant la période de suspension de l'autorisation de diriger ou si le directeur d'école de conduite ne satisfait plus aux conditions des articles 12 et 14, aucun cycle de cours théorique ou pratique ne peut commencer dans l'école. Selon le fonctionnaire délégué, cette dernière situation doit être concrétisée dans une décision de suspension. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, les mots "ou si le directeur d'école de conduite ne satisfait plus aux conditions des articles 12 et 14" sont inutiles et seront omis.

2. Au même alinéa 4, in fine, les mots "lorsqu'un nouveau directeur d'école de conduite est désigné" sont trop restrictifs. Il se peut, en effet, qu'après une période de suspension, ce soit le même directeur qui reprenne ses activités.

Article 43

A l'alinéa 1^{er}, il est inutile de prévoir que la décision doit être motivée. Cela résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Par ailleurs la durée de la suspension "sur-le-champ" -10 jours- est trop longue. Cette suspension ne peut durer que le temps strictement nécessaire pour entamer une procédure de suspension ordinaire comprenant l'audition de l'intéressé.

Article 44

Il y a lieu de remplacer les mots "ne répondant pas aux conditions prévues par le présent arrêté" par les mots "ne disposant pas d'une autorisation d'enseigner ou dont l'autorisation d'enseigner est suspendue". En effet, outre le fait que la notion de "conditions prévues par le présent arrêté" est beaucoup trop large, l'on se demande qui va décréter qu'un instructeur ne répond plus à ces conditions. Une telle insécurité juridique ne peut être admise et ce d'autant plus qu'elle entraîne de graves conséquences pour les élèves.

En tout état de cause, à la seconde phrase, les mots "le cas échéant" doivent être omis.

Article 46

Au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 4 est redondant par rapport à l'alinéa 1^{er} du même paragraphe; il sera donc omis.

Article 47

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison les titulaires d'un brevet I non homologué à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ne doivent pas subir le stage.

Observations de forme

.../...

D'une manière générale, le texte néerlandais du projet devrait être corrigé du point de vue de la légistique et de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites ci-dessous les observations ou propositions de texte suivantes.

Préambule

Conformément aux formules de légistique, il faudrait écrire : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting ...".

Dispositif

Article 1^{er}

Au 5°, il faudrait écrire : "5° "erkenning van rijschool" : de toestemming van de minister om een rijschool te exploiteren;".

Dans l'ensemble du projet, il vaudrait mieux remplacer les termes "uitbaten, uitbating" par les termes "exploiteren, exploitatie".

Au 8°, il faudrait écrire : "8° "directie- of instructietoestemming" : de toestemming (...) te geven.".

Dans l'ensemble du projet, le terme "toelating" devrait être remplacé par le terme "toestemming".

Article 2

Au paragraphe 3, a), le terme "genieters" n'a pas été utilisé correctement. Il faudrait écrire : "a) degenen die leefloon ontvangen of evenwaardige sociale bijstand genieten;".

Article 4

Le mot "organismen" devrait être remplacé par le mot "instellingen". Cette observation vaut pour tout le projet.

Article 5

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, devrait être rédigé comme suit :

"Indien de (...) zijn vervuld, geeft de minister (...) binnen drie maanden ... af, alsook de (...) exploitatievergunning (...) oefenterrein."

Au paragraphe 2, alinéa 2, 9°, il faudrait écrire "ten aanzien van" au lieu de "ten overstaan van" et à l'alinéa 3 "op gepaste wijze" au lieu de "op afdoende wijze".

ALGEMENE OPMERKING

Volgens artikel 3 van het ontwerp dient de rijsschool over minstens één exploitatiezetel in België te beschikken.

De artikelen 49 (ex-artikel 59) en 50 (ex-artikel 60), derde alinea, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap verbieden elke discriminatie van een dienstverrichter op grond van zijn nationaliteit of zijn woonplaats. Krachtens de artikelen 45 (ex-artikel 55) en 55 (ex-artikel 66) zijn de bepalingen betreffende het vrij verrichten van diensten niet van toepassing op de werkzaamheden ter uitoefening van het openbaar gezag, zelfs indien ze slechts voor een bepaalde gelegenheid geschieden, maar zulks is in casu niet het geval. Ook krachtens de artikelen 46 (ex-artikel 56) en 55 (ex-artikel 66) zijn onderscheiden regelingen mogelijk wanneer die uit hoofde van de openbare orde, de openbare veiligheid en de volksgezondheid gerechtvaardigd zijn.

Andere bepalingen van het ontwerp haken uitdrukkelijk aan bij de voorschriften van de Belgische overheid, inzonderheid de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de oprichtingsakte van de onderneming (artikel 5, § 2, tweede lid, 7°), de verklaring van de RSZ (artikel 5, § 2, tweede lid, 9°) en de vermelding van het BTW-nummer (artikel 6, § 1, 4°).

Gelet op de aard van de werkzaamheid, die verband houdt met het afgeven van het rijbewijs, wordt de steller van het ontwerp verzocht die vereisten te rechtvaardigen in het licht van de uitzonderingen die krachtens de voormelde artikelen 46 en 55 toegestaan zijn op de Europese beginselen van non-discriminatie en van vrijheid van dienstverlening.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

In het eerste lid dient inzonderheid te worden verwezen naar artikel 23, § 3, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, welke bepaling als volgt luidt :

"De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan de scholen voor het besturen van motorvoertuigen moeten voldoen met het oog op het vervullen van de taken die Hij vaststelt."

Dispositief

Artikel 4

Het tweede lid, waarbij het gebruik van bepaalde benamingen verboden wordt aan andere instanties dan die bedoeld in het eerste lid en aan andere personen dan de houders van een directie- of instructietoelating, gaat verder dan de machtiging die vervat is in artikel 23, § 3, van de voormelde wet van 16 maart 1968. Zij vormt een beperking van de vrijheid van derden die in de wet zelf moet worden opgenomen.

Hoofdstuk III - Procedure tot verkrijgen en tot intrekken van de erkenning van rijkschool

Uit artikel 15, § 1, tweede lid, en artikel 17, § 1, eerste lid, van het ontwerp volgt dat de exploitatiezetel een vergunning kan krijgen voor slechts een aantal vormen van onderricht. Als zulks de bedoeling van de steller van het ontwerp is, dient die precisering in hoofdstuk III te worden opgenomen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zou ook de erkenning van rijkscholen slechts voor een aantal vormen van onderricht verleend kunnen worden. Ook dat dient in de ontworpen tekst gepreciseerd te worden.

Bijgevolg dient in de erkenning en de exploitatievergunning te worden vermeld voor welke onderrichtscategorie ze worden verleend. Artikel 6, § 1, en artikel 7, § 1, dienen bijgevolg te worden aangepast.

Artikel 5

1. Artikel 5, § 2, tweede lid, 1°, van het ontwerp bepaalt dat de aanvrager bij de aanvraag "de bewijsstukken van het gebruiksrecht van het lokaal" dient te voegen. Krachtens het tweede lid, 3°, dient "een afschrift van de huur- of de gebruiksovereenkomst (te worden bijgevoegd), als de rijschool geen eigenaar is".

Het staat weliswaar aan de Koning om zich ervan te vergewissen dat de werkzaamheden van de rijscholen plaatsvinden in geschikte lokalen en om de criteria daarvoor te bepalen in de vorm van voorwaarden voor de erkenning van die scholen, maar Hij mag zich daarentegen niet moeien met de herkomst van de eigendom van de onroerende goederen die deze scholen gebruiken.

De uitdrukkingen "evenals de bewijsstukken van het gebruiksrecht van het lokaal" en "een afschrift van de huur- of de gebruiksovereenkomst, als de rijschool geen eigenaar is" dienen bijgevolg te vervallen.

Deze opmerking geldt mutatis mutandis eveneens voor artikel 7, § 2, tweede lid, 1° en 3°, en artikel 8, § 2, tweede lid, 2°.

2. In paragraaf 2, tweede lid, 4°, moet worden gepreciseerd of de lokalen waarvan sprake is alleen de leslokalen zijn dan wel of ook het lokaal voor het beheer van de school daarbij hoort.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 7, § 2, 4°.

3. Wat paragraaf 2, tweede lid, 7°, betreft, vraagt de afdeling Wetgeving van de Raad van State zich, in het licht van het beginsel van behoorlijk bestuur, af of het redelijk is dat een overheidsbestuur eist dat bij een aanvraagformulier "de oprichtingsakte van de onderneming ... en ook de wijzigingen (ervan)" word en gevoegd, terwijl de wetgever voor de openbaarheid van die akten een algemene regeling heeft getroffen in het Wetboek van vennootschappen, inzonderheid in de artikelen 67 en volgende ervan ⁽¹⁾.

Artikel 6

1. De Raad van State vraagt zich af waarmee de woorden "(het) organisatienummer van de rechtspersoon of van de natuurlijke persoon" in paragraaf 1, 7°, en in paragraaf 2 overeenstemmen.

2. Volgens de gemachtigde ambtenaar zou in paragraaf 1, 9°, de oorspronkelijke datum van erkenning worden bedoeld en in paragraaf 1, 10°, de datum van afgifte van het laatste stuk waarin de erkenning wordt vastgesteld. Die datums kunnen verschillen wanneer een duplicaat is afgegeven of de erkenning gewijzigd is.

Het ontwerp dient preciezer te worden gesteld opdat die bedoeling beter tot uiting komt.

Deze opmerking geldt mutatis mutandis eveneens voor artikel 7, § 1, 7° en 8°, en voor artikel 8, § 1, 6° en 7°.

⁽¹⁾ Voor verenigingen zonder winstoogmerk zal een soortgelijke regeling gelden zodra de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen in werking zal zijn getreden.

Artikel 7

1. Wat paragraaf 1, eerste lid, betreft, vraagt de Raad van State zich af wat het verschil is tussen "het stamnummer van de uitbatingsetel", waarvan in onderdeel 4° sprake is, en "het unieke identificatienummer voor de exploitatiezetels en voor de technische bedrijfseenheden", waarvan in onderdeel 9° sprake is.

Voorts wordt het begrip "technische bedrijfseenheid" in het ontwerp geenszins gedefinieerd.

2. Wat in paragraaf 1, eerste lid, 5°, bedoeld wordt met de "uitbatingsvoorwaarden", moet, op zijn minst in het verslag aan de Koning, worden gepreciseerd.

3. In paragraaf 3 staat dat de minister de exploitatievergunning intrekt. Het verslag aan de Koning moet worden gecorrigeerd, door daarin de woorden "of zijn gemachtigde" te schrappen.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 8, § 3.

Artikel 10

1. In paragraaf 1 dient het woord "nieuwe" als overbodig te vervallen.

2. In het Frans krijgt het woord "euro" in het meervoud een s. Deze opmerking geldt eveneens voor de rest van het ontwerp.

Artikel 11

1. In paragraaf 1 wordt een van de voorwaarden voor de erkenning - de aanstelling van een rijschooldirecteur in elke rijschool - verward met de taken die deze directeur dient te vervullen zodra hij aangesteld is. Het vervullen van die taken kan slechts een voorwaarde zijn voor het behoud of de verlenging van de erkenning.

De twee soorten regels moeten beter uit elkaar worden gehouden.

2. Paragraaf 1, vierde lid, behoort als volgt te worden gesteld :

"De directeur van de rijschool is de natuurlijke persoon aan wie de erkenning is verleend of, als de erkenning is verleend aan een rechtspersoon, de natuurlijke persoon die de rechtspersoon vertegenwoordigt of een van de natuurlijke personen die de rechtspersoon, alleen of gezamenlijk, vertegenwoordigen".

3. In paragraaf 1, vierde lid, in fine, staat dat "de rijschooldirecteur (...) als enige belast (is) met de vertegenwoordiging van de rijschool voor de bepalingen van dit besluit". Die bepaling mag evenwel niet tot gevolg hebben dat afgeweken wordt van de regels van het Wetboek van vennootschappen die op de vertegenwoordiging van vennootschappen betrekking hebben. In dat opzicht gaat deze bepaling de in de wet vervatte opdracht van bevoegdheid te buiten en dient ze te vervallen.

Artikel 12

1. Gelet op het gewicht van de beslissing waarvan sprake is in paragraaf 1, eerste lid, 3°, tweede lid, moet die beslissing door de minister en niet door zijn gemachtigde worden genomen.

2. In paragraaf 1, eerste lid, 7°, is sprake van instructeurs die "bewijzen dat zij hun activiteit niet onder (het) toezicht van de rijschooldirecteur uitoefenen zoals (bepaald) in artikel 11".

Deze bepaling kan niet worden aanvaard. De wet waarbij de Koning gemachtigd wordt om de erkenning van rijscholen te regelen, verleent Hem niet de bevoegdheid om op grond daarvan de verplichting op te leggen om de individuele arbeidsverhoudingen mee te delen. Zulk een bepaling gaat die machtiging te buiten en dient te vervallen.

Artikel 14

In paragraaf 3, derde lid, moet worden gepreciseerd volgens welke procedure de getuigschriften door de minister of zijn gemachtigde "geweigerd" worden.

Artikel 15

In paragraaf 1, tweede lid, dient de steller van het ontwerp aan te geven dat "de onderrichtscategorie A" een van de onderrichtscategorieën is waarvan sprake is in artikel 16, § 1.

Overigens worden exploitatiezetels niet "erkend", maar wordt daarvoor een vergunning verleend.

Artikel 20

Volgens het tweede lid kan de minister of zijn gemachtigde de spreiding van de lessen in de tijd vastleggen.

Aan de gemachtigde van de minister mag evenwel geen enkele regelgevende bevoegdheid worden verleend.

Artikelen 20 tot 22

Verschillende regels die in het verslag aan de Koning aangekondigd worden, komen niet voor in de tekst van het ontwerp. Dit is het geval met de verplichting voor de rijsscholen om de tijdschema's en lesroosters mee te delen of met het verbod om rekening te houden met door de leerling gevolgde gemeenschappelijke lessen, voor de berekening van het door de regelgeving bepaalde minimumaantal uren ⁽²⁾.

Deze tegenstrijdigheid dient te worden weggewerkt.

Artikel 25

Artikel 25, eerste lid, 2°, bepaalt dat de brevetten worden uitgereikt "op grond van de gelijkwaardigheid van de diploma's of getuigschriften, die door een Lidstaat van de Europese Economische Ruimte afgegeven werden in toepassing van de richtlijn 89/48/EEG van de Raad van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van diploma's van het hoger onderwijs inzake beroepsopleidingen met een minimale duur van drie jaar, zoals gewijzigd door richtlijn 92/51/EEG."

Het is onaanvaardbaar de aangelegenheid te regelen via verwijzing naar een richtlijn. Het ontwerp zelf dient de regels te bepalen waarmee kan worden gezorgd voor gelijkwaardigheid van de getuigschriften, overeenkomstig het Europese recht.

Bovendien is in het onderhavige geval richtlijn 92/51/EEG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel van erkenning van beroepsopleidingen, ter aanvulling van richtlijn 89/48/EEG, die richtlijn 89/48/EEG aanvult, van toepassing, en niet de voormelde richtlijn 89/48/EEG.

Ten slotte dient voor andere aspecten van de regelgeving, bijvoorbeeld wat de getuigschriften van goed zedelijk gedrag betreft, eveneens te worden gezorgd voor gelijkwaardigheid.

⁽²⁾ Deze bepaling kan logischerwijs alleen op de collectieve praktijklessen voor het rijden met motoren betrekking hebben.

Artikel 26

1. Er wordt voorgesteld het tweede lid van paragraaf 1, dat weinig expliciet is, te schrappen en paragraaf 1, in fine, als volgt te stellen :

"(...) en de vaardigheid om deze kennis in praktijk te brengen en over te dragen".

2. Voor paragraaf 2, eerste lid, wordt voorgesteld te schrijven :

"(...) een voorafgaande opleiding plaatsvinden, waarvoor de minister de leerstof bepaalt".

Het tweede lid dient te vervallen omdat het de bevoegdheid van de federale overheid overschrijdt.

Artikel 31

De Raad van State vraagt zich af of de volgende tekst van paragraaf 2, tweede zin, niet beter zou overeenstemmen met de bedoeling van de steller van het ontwerp :

"De kandidaat die geen 60 % van de punten behaalt voor elk van deze examenonderdelen voor het vak (verder zoals in het ontwerp)".

Artikel 33

1. In paragraaf 3, eerste lid, dient te worden bepaald dat de adjunct-directeur eveneens stagemeeester kan zijn.

2. Paragraaf 4, vijfde lid, bepaalt dat de minister of zijn gemachtigde, in sommige omstandigheden, een instructeur kan verbieden om stagemeester te worden. Deze beslissing dient te worden genomen door de minister zelf, nadat de instructeur vooraf gehoord is.

Voorts kan het niet-naleven van de verplichtingen vervat in het eerste, tweede, derde en vierde lid geen grond opleveren voor een verbod om stagemeester te worden, maar alleen voor een verbod om het te blijven.

Ten slotte dienen de woorden "als er niet voldoende waarborgen zijn dat betrokkene de verplichtingen van het eerste, tweede, derde en vierde lid naleeft" te worden vervangen door de woorden "als hij de verplichtingen van het eerste, tweede, derde en vierde lid niet naleeft".

3. In paragraaf 4, zesde lid, van het ontwerp dient te worden bepaald in welke gevallen en onder welke voorwaarden de minister of zijn gemachtigde een rijkschool kan verplichten om stagiairs aan te nemen.

4. In tegenstelling tot wat in het verslag aan de Koning wordt vermeld, wordt in het ontwerp niet bepaald dat het stageattest kan worden afgegeven door de adjunct-directeur van de rijkschool.

Artikel 34

1. Volgens de gemachtigde ambtenaar strekt paragraaf 2, eerste lid, tweede zin, ertoe de gelijktijdige verlenging van het mandaat van alle leden van de examencommissie mogelijk te maken.

Het is beter het volgende te schrijven :

"Wanneer in de examencommissie een mandaat onbezet raakt, blijft de persoon die in de loop ervan benoemd wordt, benoemd voor de overblijvende duur."

.../...

Dezelfde opmerking geldt eveneens voor paragraaf 3, tweede lid, derde zin.

2. Er dient te worden gepreciseerd, op zijn minst in het verslag aan de Koning, wat de "helpers van de examencommissie" zijn waarvan sprake is in paragraaf 3, tweede lid.

3. Er bestaat een tegenstelling tussen artikel 34, § 1, derde lid, dat bepaalt dat "het huishoudelijk reglement van de examencommissie wordt bepaald door de minister", en artikel 36, dat bepaalt dat "de kamers (...) in gemeenschappelijk overleg hun huishoudelijk reglement vast(stellen), dat door de minister of zijn gemachtigde moet goedgekeurd worden".

In ieder geval dienen de woorden "of zijn gemachtigde" te vervallen.

Artikel 39

1. In paragraaf 1, eerste lid, is het verkieslijk het volgende te schrijven :

"De rijscholen volgen de instructies die hun door de minister of zijn gemachtigde worden gegeven om een einde te maken aan de schending van de regelgeving."

2. De mogelijkheid om bescheiden in beslag te nemen, waarvan sprake is in paragraaf 1, tweede lid, in fine, dient in de wet, en niet in een uitvoeringsbesluit te worden vastgelegd.

3. In paragraaf 2 is sprake van "de in § 1, tweede lid, bedoelde ambtenaren en beambten".

.../...

In paragraaf 1, tweede lid, staat "de door de minister of zijn gemachtigde speciaal aangewezen ambtenaren of beambten".

De aanstelling van ambtenaren of beambten belast met de controle op de toepassing van de wet mag niet aan de gemachtigde van de minister worden toevertrouwd.

4. In paragraaf 2 is, in tegenstelling tot het verslag aan de Koning, geen sprake van de "directietoelating". Deze tegenstrijdigheid dient te worden weggewerkt.

Artikel 40

1. In het ontwerp zelf dient te worden aangegeven in welke gevallen de bewuste personen een geneeskundig onderzoek moeten ondergaan.

2. Het tweede lid bepaalt dat

"De instructietoelating wordt geschorst, zodra de geneesheer de ongeschiktheid van de betrokkene vaststelt."

In het project dient te worden gepreciseerd hoe deze schorsing ten einde loopt.

Artikel 42

1. Het vierde lid bepaalt dat gedurende de schorsingsperiode van de directietoelating of wanneer de rijschooldirecteur niet meer aan de voorwaarden van de artikelen 12 en 14 voldoet, geen enkele theoretische of praktische lessenreeks mag beginnen. Volgens de gemachtigde ambtenaar dient deze laatste situatie te worden geconcretiseerd in de vorm van een schorsingsbeslissing. Indien dit de bedoeling van de steller van het ontwerp is, moeten de woorden "of wanneer de rijschooldirecteur niet meer aan de voorwaarden van de artikelen 12 en 14 voldoet" als overbodig vervallen.

2. In hetzelfde vierde lid, in fine, zijn de woorden "zodra een nieuwe rijschooldirecteur aangesteld is" te restrictief. Het is immers mogelijk dat na een schorsingsperiode dezelfde directeur zijn activiteit hervat.

Artikel 43

Het is overbodig in het eerste lid gewag te maken van een - gemotiveerde - beslissing. Deze verplichting vloeit reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

De duur van de onmiddellijke schorsing - 10 dagen - is overigens te lang. Deze schorsing mag slechts zolang duren als strikt noodzakelijk is om een gewone schorsingsprocedure, die het horen van de betrokkene omvat, in gang te zetten.

Artikel 44

De woorden "een niet aan de voorwaarden van dit besluit beantwoordende" dienen te worden vervangen door de woorden "die niet beschikt over een instructietoestemming of wiens instructietoestemming geschorst is". Het begrip "voorwaarden van dit besluit" is immers niet alleen te ruim, maar de vraag rijst wie zal bepalen dat een instructeur niet meer aan deze voorwaarden voldoet. Een zodanige rechtsonzekerheid is ontoelaatbaar, des te meer daar ze voor de leerlingen ernstige gevolgen meebrengt.

De woorden "in voorkomend geval" in de tweede zin dienen in ieder geval te vervallen.

Artikel 46

Het vierde lid van paragraaf 1 is een herhaling van het eerste lid van dezelfde paragraaf en dient te vervallen.

Artikel 47

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden houders van een brevet I dat op de dag van de inwerkingtreding van het besluit niet gehomologeerd is, geen stage hoeven te doen.

Vormopmerkingen

Globaal genomen behoeft de Nederlandse tekst van het ontwerp verbetering uit een oogpunt van wetgevingstechniek en correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen en bij wijze van voorbeeld worden de volgende opmerkingen gemaakt, respectievelijk tekstvoorstellen gedaan.

Aanhef

Overeenkomstig de wetgevingstechnische formules schrijven men : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting ...".

Dispositief

Artikel 1

In onderdeel 5° schrijven men : "5° "erkenning van rijschool": de toestemming van de minister om een rijschool te exploiteren;".

Het zou beter zijn om in heel het ontwerp de termen "uitbaten, uitbating" te vervangen door de termen "exploiteren, exploitatie".

In onderdeel 8° schrijven men : "8° "directie- of instructietoestemming" : de toestemming (...) te geven.".

In heel het ontwerp zou de term "toelating" vervangen moeten worden door het woord "toestemming".

Artikel 2

In paragraaf 3, a), is de term "genieters" niet correct gebruikt. Men schrijve :
"a) degenen die leefloon ontvangen of evenwaardige sociale bijstand genieten;"

Artikel 4

Het woord "organismen" zou vervangen moeten worden door het woord "instellingen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 5

Paragraaf 1, eerste lid, zou als volgt gesteld moeten worden :

"Indien de (...) zijn vervuld, geeft de minister (...) binnen drie maanden (...) af, alsook de (...) exploitatievergunning (...) oefenterrein."

In paragraaf 2, tweede lid, 9°, schrijve men "ten aanzien van" in plaats van "ten overstaan van" en in het derde lid "op gepaste wijze" in plaats van "op afdoende wijze".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,

conseiller d'Etat, président
staatsraad, voorzitter,

Madame
Mevrouw

P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Monsieur
de Heer

F. DEHOUSSE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

P. LIÉNARDY